

ont immigré est que c'était là le seul moyen pour eux d'aider leur famille dans leur pays d'origine. Or le gouvernement leur apprend à présent qu'ils sont coincés ici, sachant fort bien que ces gens ne peuvent aider leur mère, leur sœur ou leur frère que s'ils restent au Canada. Si ces gens retournent dans leurs pays, ils seront démunis de tout moyen, du moins en ce qui concerne le ministre des Finances avec ses lois fiscales.

Le budget n'a prévu aucun allègement pour les parents célibataires. Nous avons eu droit à des histoires longues et compliquées de la part des députés d'en face, qui nous expliquaient qu'un chef de famille avec un revenu de \$15,000 n'aura pas à payer d'impôt. Cette mesure n'aide en rien les parents célibataires dont Spadina compte un grand nombre. On trouve dans les hôpitaux et d'autres immeubles de nombreuses femmes de ménage qui sont l'unique source de revenu de leur famille. Près de 84 p. 100 des parents célibataires sont des femmes et nous en avons un grand nombre à Spadina. Ces femmes sont faiblement rémunérées, recevant environ \$11,000 en moyenne, tandis que les hommes gagnent \$18,000 pour un travail équivalent. Aucune aide n'est prévue pour elles, pas de garderies et pas d'allocations familiales supplémentaires lorsqu'elles ne peuvent plus travailler.

Les propriétaires de maisons n'ont droit à aucune aide véritable. En fait, les taux d'intérêt ont été maintenus et la subvention mesquine proposée par le ministre des Finances ne sert qu'à subventionner les banques, faire taire les critiques les plus virulentes et aider les banques à garder leurs taux d'intérêt élevés. Le ministre des Finances subventionne les banques qui réalisent cette année 48 p. 100 de profits de plus que l'année dernière.

Les petites entreprises n'ont pas droit à grand-chose. Les prêts pour l'expansion de la petite entreprise sont soumis à des règles fort compliquées et d'après les hommes d'affaires de ma circonscription, seul un petit nombre d'entre eux remplissent les conditions requises.

Il y a aussi la réduction des services sociaux que le ministre refuse encore une fois d'admettre, mais qui saute aux yeux de tous ceux qui ont étudié le budget. Les fonds que le premier ministre promet de débloquent depuis sept ans pour le transport urbain ne sont toujours pas visibles et Toronto a dû augmenter ses tarifs de transport de 10.6 p. 100 ne voyant pas venir l'aide promise par le premier ministre.

Il n'y a aucun programme de création d'emplois sérieux. Il y a peut-être 2,400 emplois dans les régions rurales des maritimes et de l'Ontario, car le gouvernement désire profiter des bas salaires et de l'absence des syndicats. D'après les prédictions du ministre, le chômage va s'aggraver au cours des deux prochaines années et les salaires réels vont diminuer. Pourtant, il prêche l'austérité aux pauvres.

Il a commencé son discours du budget par un petit sermon, mais il demande aux travailleurs de ne pas réclamer plus d'argent. En fait, il a dit que tout travailleur qui exige un plus gros salaire fait perdre son emploi à un compagnon de travail. Voilà un discours vraiment cynique et trompeur de la part de quelqu'un qui protège ses amis, les banquiers.

Les salaires réels ont diminué par rapport aux prix depuis 1978 et doivent tomber encore plus bas, mais les cinq grandes banques ont accru leurs bénéfices de 228 p. 100 en dix ans et de 48 p. 100 cette année. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter, les prix des aliments montent, mais le ministre ne fait rien

pour y remédier. Le Canada exporte chaque année davantage d'aliments bruts et importe de plus en plus d'aliments transformés. La plupart des gens de Spadina aiment bien manger de temps en temps mais la note d'épicerie ne cesse d'augmenter.

Les fermes disparaissent une à une. Il y a une trentaine d'années, 16.8 p. 100 de la population canadienne était rurale et, à compter de 1976, cette proportion diminuait des deux-tiers, passant à 5.1 p. 100. Le Canada est sur le point de devenir un pays dont la production ne suffit plus à sa population. Je n'aurais jamais cru que le Canada en viendrait à ne plus pouvoir subvenir aux besoins de sa population.

● (1720)

Il est prévu que le prix du mazout de chauffage et du gaz augmentera de \$500 à \$600 pour une famille moyenne. Voilà qui annule doublement l'effet du crédit d'impôt pour les faibles salariés dont a parlé le ministre.

Toutefois, je suis d'autant plus préoccupé par le sort que l'on réserve aux milliers d'habitants de Spadina qui travaillent dans les usines et qu'on menace de mettre à pied. Je songe par exemple à Tony et à Silvio, deux Italiens, avec les quels j'ai travaillé dans une fabrique de boîtes. Je songe à Joe, le Polonais, à Dave, le Terre-Neuvien, et à beaucoup d'autres. Nos usines comptent également beaucoup de femmes: par exemple Anna Lisa d'Allemagne. Toutes ces personnes ont été licenciées au début de l'année. L'usine de boîtes qui avait ouvert ses portes il y a plus d'un demi siècle avait été achetée par MacMillan Bloedel, ensuite par Noranda et enfin par Brascan. Toutes ces transactions hautement financières étaient accompagnées d'amortissements fiscaux qu'avait créés le gouvernement dans ses budgets précédents et qu'il maintient dans le présent budget. Toutes ces manigances de haute finance ont eu pour seul effet de mettre en chômage les hommes et les femmes avec qui j'ai travaillé 18 ans durant. Ce sont des gens d'un certain âge, qui ont acquis de l'ancienneté dans leur usine et aujourd'hui certains se retrouvent dans la rue. Quelques-uns se sont trouvés du travail temporaire. D'autres ont trouvé à s'employer ailleurs. Ces personnes ne sont plus très jeunes et ont perdu leur ancienneté. Elles ne sont nullement protégées contre toute mise à pied éventuelle. Voilà la situation qu'ont favorisée les anciens budgets du gouvernement et que perpétue le budget qui nous occupe.

Le ministre des Finances n'a pas prévu de programme sérieux favorisant la mobilité des ouvriers mis à pied. Aucun programme sérieux de recyclage n'a été envisagé. Le Collège George Brown a dû réduire le nombre des cours techniques qu'il offrait du fait que le gouvernement a progressivement diminué, depuis plusieurs années déjà, les subventions à ce collège et qu'il les a encore rognées dans le présent budget. Il n'existe pas de programme décent d'indemnité de départ pour les employés mis à pied après de nombreuses années de service.

Toutefois, vu sous un autre angle, le budget apporte un tas de bonnes choses aux riches. On ne perçoit pas de taxe sur les bénéfices excessifs réalisés par les banques. Le taux d'imposition des personnes ayant un revenu de \$100,000 et plus a été ramené de 65 p. 100 à 50 p. 100. C'est là toute une aubaine. On nous dit que les échappatoires ne seront plus possibles, mais on n'a pas touché aux sommes qui, sur le plan fiscal, ne sont pas considérées comme un revenu et qui comptent pour la moitié des évasions fiscales. Les gains de capital ont à peine été touchés. Ceux-ci ont coûté l'an dernier à notre pays un